

Même révolution, mêmes défis

Après leur arrivée au pouvoir, les islamistes doivent faire face à des défis sur leurs structures et stratégies, tandis que la révolution continue, bien que de différentes façons.

Ibrahim El Houdaiby

Tandis que les islamistes fêtaient le deuxième anniversaire de la révolution en janvier dernier, les partis de l'opposition, ainsi que les groupes révolutionnaires, étaient absents. Certains groupes décidèrent de boycotter les célébrations, et d'autres se manifestèrent contre ces dirigeants, pour protester pour avoir « trahi » la révolution, et « abandonné » les promesses d'établir de véritables démocraties et d'effectuer des changements significatifs dans leurs conditions de vie. Bien que les manifestations aient réussi à conduire à quelques changements dans certaines politiques, elles ne jouissent plus du même pouvoir de transformation.

L'histoire est plus ou moins la même en Égypte et en Tunisie. Comme affirmait le président tunisien, Moncef Marzouki, à un public réduit au cours de sa visite au Caire en juillet : malgré certaines différences significatives dans le contexte et les méthodes, la « révolution arabe » est essentiellement une. Cette unicité – en termes de causes, méthodes et résultats – est particulièrement claire dans le cas de l'Égypte et de la Tunisie, où quelques jours de protestations de portée nationale forcèrent l'expulsion du président, qui fut remplacé par un gouvernement intérimaire de bureaucrates, qui empêcha la montée immédiate au pouvoir des forces révolutionnaires, maintint les structures socioéconomiques prérévolutionnaires et convoqua des élections qui conduisirent les islamistes au pouvoir. Dans les deux pays, ceux-ci doivent maintenant faire face à des défis sans précédents concernant leurs structures et leurs stratégies, et la révolution continue, bien que de différentes façons.

Différentes expériences d'oppression

Le parti tunisien Ennahda est une branche des Frères musulmans (FM) égyptiens, et les deux mouvements présentent une longue histoire d'oppression sous les régimes précédents. Depuis les années soixante-dix, une présence extralégale dans la société et la politique fut permise aux FM. En opérant sur les marges de la politique formelle, ils ont traversé des cycles récurrents

de tolérance périodique et de répression limitée. Avec la première, le régime prétendait délégitimer les militants islamistes, tandis qu'avec la deuxième, l'on voulait éviter que ces groupes ne deviennent une menace sérieuse. Ennahda, d'un autre côté, fut féroce exclu aussi bien du domaine social que politique, et ses membres ont dû choisir entre la prison et l'exil, ce qui se traduisit par une fuite en masse dans les années quatre-vingt-dix.

Tandis que la condition de « victimes » fut le distinctif postrévolutionnaire des deux organisations, cette différence de contexte a eu un impact notable sur leur position vis-à-vis de plusieurs questions. Avant son retour de l'exil en 2011, le fondateur et président d'Ennahda, Ghannouchi, déclarait au *Financial Times* que, à la différence de ses homologues régionaux, son mouvement « but le calice de la démocratie d'un seul trait » au début des années quatre-vingt-dix, lorsqu'il se soumit à des révisions intégrales après avoir été déclaré illégal. Sa définition de « démocratie », donc, va au-delà de sa conception en tant que procédure, à la différence des FM égyptiens qui acceptent unanimement la « démocratie », mais dont la définition relève plutôt de la procédure et demeure ambiguë. Ceci a aidé à créer de grands dénominateurs communs entre Ennahda et l'opposition séculière tunisienne ; un dénominateur qui s'est encore plus élargi du fait de l'étouffement total de l'opposition par Ben Ali, ce qui poussa tous les groupes à travailler ensemble – malgré leurs différences – pour renverser le régime. En Égypte, de son côté, le régime voulait coopter l'opposition et lui permettre un certain espace pour la maintenir divisée, jusqu'aux élections parlementaires de 2010. Le manque de présence sur le terrain d'Ennahda a aussi signifié qu'il était moins familiarisé avec la réalité sociale, politique et économique que son homologue égyptien et, par conséquent, il présentait une position plus humble et moins prête à opter pour la domination du système.

Dans les deux cas, l'absence d'un statut légal a eu un impact négatif sur la transparence. Le fait de manquer d'une supervision basique des questions d'organisation et le besoin d'opérer dans la clandestinité pour éviter la persécution a conduit à l'émergence d'une culture basée sur

Ibrahim El Houdaiby, chercheur principal de la Fondation d'Études Stratégiques House of Wisdom du Caire, professeur à Amideast Cairo et chroniqueur pour le journal égyptien *Shorouk*.

la « confiance » dans le leadership, ce qui justifie le manque de transparence et de responsabilité des leaders. Collecter et gérer les fonds était, et continue à être, le composant le moins transparent de la gestion de l'organisation, ce qui provoque de dures critiques chez les adversaires des islamistes. Le manque de transparence continue à poser des interrogations après la révolution, puisque la culture du secret est toujours dominante, et la ligne qui sépare l'organisation socioreligieuse des partis politiques est diffuse. Les FM sont entrés dans l'ère postrévolutionnaire avec une organisation qui a longtemps assumé le rôle de parti politique, de mouvement social et de groupe de pression. Ceci provoque des tensions inhérentes à l'intérieur même de l'organisation au sujet de l'orientation ; un dilemme qui persiste puisque les FM et leur bras politique (le Parti de la Liberté et la Justice – PLJ) ne réussissent pas à se différencier l'un de l'autre en ce qui concerne les activités, les objectifs, les alliances et la nature de leur travail.

islamistes à l'ère postrévolutionnaire

Quelques mois après la chute du dictateur, les islamistes ont pris position sur la première ligne politique. Ennahda et le PLJ remportèrent la majorité relative aux élections parlementaires, et Mohammed Morsi, du PLJ, fut proclamé premier président postrévolutionnaire d'Égypte. Avec cette ascension au pouvoir, les islamistes devaient faire face à des défis sans précédents.

L'absence d'une vision globale qui tienne compte des questions urgentes, aussi bien sociales que politiques, représente un défi clé. Tant d'années centrés sur la politique identitaire (par exemple en soulignant le besoin de défendre l'identité musulmane face aux séculiers et à l'Occident, en s'opposant à la législation considérée incompatible avec la *charia*), ont fini par engendrer des organisations fortes, bien qu'incohérentes du point de vue idéologique et socioéconomique, qui se caractérisent par l'excellence opérative et l'absence de stratégie. Les rivaux politiques et les chercheurs internationaux ne font que contribuer à maintenir les islamistes captifs dans cette sphère de l'identité, en se centrant continuellement sur la question de la « modération » et des relations islamistes-séculières, au lieu de se tourner vers la conception de politiques. Cependant, ceci finira éventuellement par changer, puisque la présence des islamistes au gouvernement finira de les faire sortir de la politique identitaire et les obligera à entrer dans le débat sérieux sur des questions d'économie, de réforme du secteur de la sécurité et de l'empouvoirement de la citoyenneté.

L'absence de vision est manifeste dans l'économie, où le PLJ, ainsi qu'Ennahda, ne présentent aucune feuille de route claire pour le développement. Le PLJ présente des traits néolibéraux évidents, tandis que dans son discours, il instrumentalise la notion de justice sociale et il affirme constamment résister au contrôle des entrepreneurs, en tentant de démocratiser les fruits du développement. Lorsque, lors d'un séminaire à Istanbul quelques semaines

avant les élections, j'ai interrogé Ghannouchi sur la vision économique d'Ennahda, il a parlé de l'« économie morale », sans donner plus de détails. À un autre moment, il a dit aux chercheurs qu'il penchait pour une « économie scandinave », bien que depuis son élection, Ennahda a cherché désespérément l'aide de l'Union européenne et des institutions financières internationales, ce qui fait que, pour l'instant, il n'ait pas réussi à proposer une stratégie économique claire.

Par manque d'une vision politique globale, tenter d'articuler des politiques dans ces domaines conduit à un plus grand déficit dans l'équilibre entre authenticité religieuse et utilité politique. Les décennies d'exclusion de la vie politique ont nui à la formation des islamistes en matière sociopolitique et, à ce titre, l'authenticité est toujours leur raison d'être. Ceux qui l'écartent courent le risque de faire l'objet de critiques doutant de leur « légitimité islamiste ». L'attitude face aux questions telles que l'« État-nation », l'économie moderne, Israël, les relations avec les USA, entre autres, révèlent de sérieuses tensions entre authenticité et praticité. Ennahda et le PLJ adoptent des positions plutôt pragmatiques, sous la pression du besoin et en profitant des hauts niveaux de cohésion de l'organisation.

On a clairement vu cette disposition à renoncer à « l'authenticité » dans le rapide changement de position du PLJ, ainsi que d'Ennahda, sur des questions critiques depuis la révolution. Les FM ont consacré beaucoup d'années à dénoncer le traité de paix avec Israël et, même après avoir renversé Moubarak, ils continuaient à s'opposer aux prêts des institutions financières internationales, ils demandaient la restructuration du Ministère de l'Intérieur et ils appuyaient la réforme judiciaire. Cependant, après avoir été élu, Morsi a réaffirmé l'engagement de l'Égypte vis-à-vis du traité de paix et d'autres accords économiques avec Israël, il a redemandé un prêt au FMI, et il a fermé les yeux (ou parfois même justifié) face aux violations des droits de l'Homme du ministère de l'Intérieur. Les islamistes cachent leur renonciation à l'authenticité à travers l'instrumentalisation de la *charia*, ce qui se produit moyennant la reconstruction de la notion islamique de besoin (*dharura*). Définie à l'origine comme « arriver à un état où s'abstenir de faire quelque chose d'interdit est fatal », et ainsi pouvoir légitimer des actions qui, autrement, seraient illégitimes du point de vue religieux, on a redéfini la *dharura* pour justifier beaucoup d'autres actions. Éviter tout dommage à l'organisation fait partie de la *dharura* et, donc, « organisation » est devenue son propre absolu, tandis que la *charia* est toujours un puissant instrument qui se trouve entre les mains des leaders, qui utilisent la loyauté et la confiance des membres pour monopoliser la définition de besoin. Ceci est évident chez Ennahda, du fait de l'utilisation de la cause palestinienne au cours de la campagne électorale, avant le retrait de la prohibition constitutionnelle de normalisation des relations. C'est aussi évident dans la philosophie d'Ennahda de la « modernité islamique », qui n'offre rien de proprement islamique mais qui « islamise » plutôt des notions occidentales. Dans le cas de l'Égypte, cette ins-



Rachid Ghannouchi (centre), leader d'Ennahda, lors des célébrations du second anniversaire de la révolution. Tunisie, le 14 janvier 2013. /FETHI BELAID/AFP/GETTY IMAGES

trumentalisation est évidente avec la revendication de la *charia* normalement associée au besoin d'ajourner tout conflit intra-islamiste (ou chez les FM) et mobiliser des appuis en faveur du président.

Tout cela accroît le risque d'une crise de légitimité dans ces groupes, puisque cela génère un paradoxe entre la promesse de changement (implicite, par exemple, dans le slogan « L'islam est une solution » et dans le « Projet de Renaissance »), d'un côté, et l'acceptation du statu quo, de l'autre. Instrumentaliser la *charia* et institutionnaliser le besoin, cela résout le problème à court terme, mais le rythme rapide de changement dans les positions et la montée du salafisme suggèrent qu'à long terme, cette stratégie est vouée à l'échec.

La révolution continue

La question la plus sérieuse que doivent maintenant affronter les islamistes est de savoir s'ils pourront s'adapter à la dynamique révolutionnaire, la freiner, ou s'ils finiront eux-mêmes par être contrôlés par la bureaucratie étatique. Une grande partie de l'ancien régime se maintient sur place au sein des institutions politiques et bureaucratiques de l'Égypte et de la Tunisie. Les relations avec ces acteurs deviennent de plus en plus compliquées en l'absence d'un processus clair de justice transitionnelle abordant dûment les injustices préalables à la révolution. En Tunisie, et malgré avoir instauré un Ministère de la Justice Transitionnelle, le processus reste assez indéfini, et il s'est principalement limité à confisquer des

actifs et à des procès, sans se centrer dans un effort pour régler les déficits structurels qui ont favorisé l'injustice de différentes façons. En Égypte, le président, ainsi que l'opposition, ont conclu une alliance avec certains « restes » du régime de Moubarak, et ils ont accusé leurs opposants de promouvoir la contre-révolution. Ainsi, on contribue à réduire la révolution à une transition (mal gérée) de l'autoritarisme (jusqu'à quelque chose de semblable à la démocratie). Ceci signifie, selon l'analyse finale, que les islamistes ont adopté le projet du régime précédent, avec ses mêmes structures et caractéristiques, mais avec moins de mécanismes physiques d'oppression.

D'un autre côté, les islamistes doivent faire face à une croissante pression socioéconomique poussant au changement. Ces derniers mois, l'Égypte a été témoin de la vague de protestations la plus importante de toute son histoire, de manière transversale dans différentes localisations géographiques et secteurs économiques, et le syndicat tunisien (UGTT) s'est montré plus puissant que tous les partis de l'opposition. Les défis ne sont pas seulement le chômage croissant et l'inégalité des revenus, mais aussi la distribution de ce chômage. En 2011, le chômage était de 7 % dans les villes côtières, tandis qu'il s'élevait à 30 % dans les provinces de l'intérieur. Les pressions pour corriger les inégalités de classe, de genre et territoriales sont très enracinées, et l'absence de main dure de l'État, qui menacerait les manifestants, signifie que les protestations continueront. Ainsi donc, l'État devra développer des mécanismes de négociations contribuant à répondre à ces demandes et qui puissent éventuellement conduire à la restructuration de l'État et de l'économie.

Pour l'instant, Ennahda et le PLJ ont choisi de ne pas affronter ces défis et ils rejettent la faute de leurs échecs sur de mystérieuses « conspirations ». Cependant, ils sont atrapés entre deux dures décisions. La première est de s'accrocher aux politiques identitaires : ils maintiendraient l'unité de l'organisation aux dépens du succès politique, ce qui conduirait à une réduction graduelle des sympathisants et au déclin de la capacité à recruter de nouveaux membres. La deuxième décision passe par l'abandon des politiques identitaires pour se centrer sur les débats concernant les politiques réelles : cela mettrait en relief les contradictions entre différents membres sur des questions de classe, d'idéologie et d'autres aspects, et ceci demanderait une multitude de manifestations politiques. Dans les deux cas, le phénomène de l'islamisme – dans sa forme simpliste actuelle, centrée de manière prédominante sur la question de l'identité et représentée principalement par les FM – ne durera pas longtemps. De même que l'essor de l'islamisme fut le résultat inéluctable du *Printemps arabe*, la vague de protestations continue fait que sa transcendance et l'apparition de formes plus sophistiquées d'activisme politique, mu par la religion, soient inévitables. ■